



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/151
1er mars 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRES IDENTIQUES DATÉES DU 1er MARS 1996, ADRESSÉES AU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'AFGHANISTAN AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 1er mars 1996 que S. E. M. Abdul Rahim Ghafoorzai, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'État islamique d'Afghanistan, vous a adressée concernant l'évolution récente de la situation en Afghanistan.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) A. G. Ravan FARHADI

ANNEXE

Lettres identiques datées du 1er mars 1996, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de
sécurité par le Vice-Ministre des affaires étrangères
de l'Afghanistan

Je voudrais appeler votre attention sur la situation alarmante provoquée par les interventions étrangères dans notre pays dévasté par la guerre; si celles-ci ne cessent pas, elles auront les conséquences les plus désastreuses pour la paix et la stabilité dans la région et elles provoqueront une nouvelle tragédie pour les malheureux civils innocents dans la capitale, Kaboul.

L'État islamique d'Afghanistan a, ces derniers mois, appelé chaque fois l'attention du Conseil de sécurité sur les causes profondes de la guerre qui se poursuit dans notre pays. L'intervention du Pakistan dans les affaires intérieures de l'Afghanistan a été et est encore l'une des causes principales du conflit armé. La véritable nature des soi-disant Taliban a été révélée à plusieurs reprises au Conseil de sécurité par l'État islamique d'Afghanistan. Ce groupe bien connu a été constitué, entraîné, armé et équipé par le Pakistan. Dans la déclaration que j'ai faite à l'Assemblée générale lors du débat sur les points 20 b) et 54 de l'ordre du jour, le 19 décembre 1995¹, j'ai décrit en détail l'ampleur de l'intervention commise en Afghanistan par le Gouvernement pakistanais et par ses services de renseignements militaires.

Poursuivant ses initiatives de paix et désireux de répondre aux attentes de la communauté internationale qui souhaite que le conflit en Afghanistan soit réglé par un dialogue intra-afghan, l'État islamique d'Afghanistan a pris des mesures pour préparer le rapprochement national, comme demandé par l'Assemblée générale dans ses résolutions 50/88 A et B datées du 19 décembre 1995. Le Président de l'État islamique d'Afghanistan, le professeur Burhanuddin Rabbani, a déclaré qu'il était prêt à transférer les pouvoirs à un mécanisme crédible, acceptable à toutes les parties afghanes concernées. Récemment, le Président Rabbani a déclaré qu'il était prêt à se rendre personnellement au quartier général de l'opposition, en vue de rétablir la paix et la stabilité dans le pays.

Ces efforts ont permis de réaliser des résultats remarquables, en ce qui concerne au moins trois partis d'opposition. Des accords préliminaires ont été conclus sur les questions du cessez-le-feu, de l'échange de prisonniers de guerre, de l'ouverture des routes et de la poursuite du dialogue.

Afin de saper le dialogue intra-afghan, les milieux interventionnistes pakistanais ont, une fois de plus, cherché à saboter le processus de paix. En février 1996, Islamabad a accueilli une réunion de plusieurs groupes d'opposition afghans. D'après des informations dignes de foi, en fournissant des quantités considérables d'aide financière et militaire, les Pakistanais ont permis à certains groupes de se préparer à lancer bientôt des attaques terrestres et aériennes de grande envergure contre la capitale.

Considérant que le Conseil de sécurité est au premier chef responsable d'éviter une telle situation et compte tenu des faits susmentionnés, je vous

/...

prie de bien vouloir porter d'urgence ces événements à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Nous espérons éviter une nouvelle escalade de la guerre dans notre pays. Nous attendons du Conseil de sécurité qu'il demande au Pakistan de ne pas poursuivre ses sinistres desseins mais au contraire de faire des efforts sincères en vue du rétablissement de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

L'État islamique d'Afghanistan est fermement résolu à défendre sa souveraineté nationale, son unité et son intégrité territoriale, ainsi que la sécurité des habitants innocents de Kaboul qui sont menacés d'une attaque imminente, organisée et fomentée par le Pakistan.

Les forces armées de l'État islamique d'Afghanistan feront une fois de plus la preuve qu'elles sont capables de défendre leur pays uni, libre et indépendant.

Le Vice-Ministre des affaires
étrangères

(Signé) Abdul Rahim GHAFORZAI

Note

¹ Voir A/50/PV.95.
